

Les Arméniens à Lyon et en Rhône-Alpes

Maxime Yevadian

Université Catholique de Lyon

L’installation des Arméniens à Lyon et en Rhône-Alpes¹

Appréhender la question du peuple arménien sous l’aspect d’une communauté religieuse pose un double problème méthodologique. D’une part, jusqu’à la fin du ^{xiv}^e siècle, la réduction d’un peuple souverain à une communauté religieuse est un des éléments de la domination turque à l’époque ottomane, dont le corollaire est la violence permanente, avec extermination des élites traditionnelles et massacre périodique des populations, la réduction à l’échelle de l’Empire ottoman par la destruction des réseaux commerciaux internationaux hérités de l’époque médiévale et une politique agressive d’islamisation et de turcification (conversions forcées à l’islam, obligation de parler l’arabe ou l’ottoman, etc.). Cette communauté religieuse, le *millet* arménien, comprend également, en fait, d’autres peuples non Arméniens, mais non chalcédoniens de confession, comme les Syriens orthodoxes qui n’ont été autorisés qu’en 1859 à se constituer en *millet*. Cette communauté religieuse n’est plus homogène depuis les missions catholiques aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, et protestantes au ^{xix}^e siècle, missions qui ont abouti à la constitution de deux autres églises arméniennes aux côtés de l’Église apostolique arménienne.

Origines lointaines

Si l’on accepte cette définition, malgré ces deux biais méthodologiques d’importance, la question de la chronologie ne peut manquer de se poser, en décalage avec celle adoptée pour cette journée d’étude (^{xvie}-^{xxi}^e siècles). En effet, les Arméniens ne sont arrivés pour l’essentiel que dans les années 1920, il y a donc moins d’un siècle. Mais on trouve quelques traces antérieurement.

La plus ancienne est celle d’un potier arménien, du nom de Tigranus, autour de notre ère. Puis, il faut attendre plusieurs siècles pour rencontrer deux pèlerins arméniens, qui séjournent à Lyon lors de leur périple dans le monde latin. L’un est un pèlerin nommé Syméon. Il passe sans doute par Lyon, vers 980, au cours d’un pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle, après avoir passé les Alpes pour rejoindre Le Puy et les chemins de Saint-Jacques². L’autre, à une époque imprécise, mais probablement sous le règne de l’empereur byzantin Léon V (813-820), est un aristocrate arméno-byzantin, du nom de Jacques, quitte l’Empire où l’iconoclasme sévit. Au cours d’un long pèlerinage en Occident, il passe par Lyon, même si sa vie, éditée au ^{xvi}^e siècle d’après un manuscrit aujourd’hui perdu, pose de nombreux problèmes de critique³.

Enfin, il faut rappeler que Lyon, comme Marseille, est l’une des étapes dans le réseau international des négociants arméniens, issus de Nor Joulfa, près de la capitale de l’Iran safavide Ispahan, réseau qui s’étend de Chine et d’Inde à Amsterdam et Moscou en passant par Lvov, Venise ou l’Éthiopie. La soie grège d’Iran, dont les Arméniens ont le monopole du commerce, est acheminée à Marseille et, de là, remonte la vallée du Rhône pour être transformée à Lyon. Du fait des vexations faites aux négociants arméniens, ces derniers vont à Livourne écouler leur stock, ce qui finit par poser problème aux manufactures lyonnaises. Ainsi, en 1657, un fabricant lyonnais, Mathieu Dupuy, écrit-il à la Chambre de commerce, pour se plaindre de la raréfaction de la soie grège importée⁴.

Ces quelques éléments montrent combien l'historien a encore du travail devant lui pour interroger les archives et les monuments de la capitale des trois Gaules et retrouver ses liens anciens avec le peuple de l'Ararat.

Présence jusqu'à la Première Guerre mondiale

Si l'on se rapproche du début du ^{xx}e siècle, on rencontre plus fréquemment des Arméniens à Lyon. Le tiers central du ^{xix}e siècle est marqué dans l'Empire ottoman par un profond mouvement de réformes, le *Tanzimat* (« réorganisation » en osmanli) qui dure de 1839 à 1876, date à laquelle est promulguée la première Constitution ottomane, dont la mise en application se traduit par l'élection d'un premier parlement ottoman, dissous dès 1878 par le sultan Abdülhamid II.

Cet ambitieux projet est lancé pour tenter de combattre le lent déclin de l'Empire, qui voit son assiette territoriale se réduire et sa faiblesse s'accroître par rapport aux autres puissances européennes, faisant de lui « l'homme malade de l'Europe ». Les Arméniens jouent un rôle essentiel dans cette modernisation, à deux niveaux :

- *en réformant l'ancien* : architecture notamment. Où les Arméniens, par leur compréhension fine de l'architecture, réussissent à amener dans cet art des techniques nouvelles (béton, armatures métalliques), des formes nouvelles (Renaissance, classicisme, etc.), sans faire perdre son identité propre à l'architecture ottomane : tour de force extraordinaire. Même action dans de nombreux domaines : culture du ver à soie, filatures, etc. La modeste industrialisation de l'Empire, avant 1914, est le fait des chrétiens et des juifs ;

- *en introduisant des techniques nouvelles dans l'Empire* : comme la photographie notamment, par les frères Abdhalla⁵.

C'est dans ce contexte que des Arméniens de l'Empire ottoman viennent à Lyon, pour y étudier les progrès de l'industrie de la soie, qu'ils dominent largement dans le monde ottoman. En 1877, un Arménien de Constantinople, Raphaël-Aram Der-Zakarian, vient à Lyon pour installer une fabrique de fil doré, dont la production est rapidement intégrée aux étoffes lyonnaises. De même, en 1894, Stéphane Garabed-Oghlou vient écouler à Lyon la production de soie de la manufacture de son père⁶. Dans le sillage de ces entrepreneurs, des familles de notables arméniens envoient leurs enfants étudier dans les universités lyonnaises.

Il y a sans doute une première arrivée d'Arméniens après 1894-1896. En effet, durant cette période, le gouvernement du sultan Habdul Hamid II orchestre une première série de massacres généralisés contre les Arméniens de l'Empire. Le bilan est de près de 300 000 victimes. Ils touchent avec une particulière violence les élites arméniennes des villes, qui portent le mouvement arménien d'émancipation et de modernisation de la société ottomane. Il faut aussi mentionner des dizaines de milliers d'orphelins accueillis, nourris et éduqués par leur communauté. Pourtant, dans leur immense majorité, leur situation ne les empêche pas de jouer un rôle moteur dans l'empire déclinant. Puis, la Première Guerre mondiale vient interrompre cette présence. Le 15 février 1915, une réunion secrète des principaux dirigeants du CUP, dont deux organisateurs du génocide, Enver et Talaat Pacha, planifie l'extermination totale des Arméniens, tout en continuant à leur donner des gages officiellement. Les militaires arméniens se battent loyalement dans les rangs de l'armée ottomane, jusqu'au déclenchement du génocide.

Dans la nuit du 24 au 25 avril 1915, l'élite arménienne de Constantinople est arrêtée, déportée et massacrée. Des représentants des ministères de la Guerre, de l'Intérieur et de la Justice sélectionnent des prisonniers de droit commun, identifiés pour leur violence et reconnus aptes à appliquer la politique de massacres systématiques. Le peuple arménien, décapité, est anéanti dans des massacres d'une insigne sauvagerie et par la déportation des rescapés dans un réseau concentrationnaire.

Durant l'exécution du génocide, des médecins turcs pratiquent des expériences médicales sur les Arméniens (inoculation de virus pour déclencher des épidémies, exposition à des gaz mortels, etc.). Pour la première fois dans l'histoire, un État organise, pour ses propres sujets, un réseau de camps de concentration, de transit et d'extermination. Le bilan du premier génocide du ^{xx}e siècle est terrible : plus de 1 500 000 morts, plus de 150 000 conversions forcées à l'islam et peut-être autant d'enfants enlevés par des familles musulmanes et élevés dans le déni de leur identité véritable⁷.

Des camps de réfugiés à l'usine (1922-1934)

Dès 1918, Stéphane Garabed-Oghlou crée avec quelques compatriotes une Union Nationale Arménienne dont la brève existence (jusqu'en 1921) est néanmoins un premier noyau d'organisation. La seconde Union Nationale Arménienne, qui lui succède dans les années 1920 et perdure depuis 1962 sous le nom d'UNEALE (Union Nationale de l'Église Apostolique Arménienne de Lyon et Environs), est l'organisme qui structure peu à peu la communauté arménienne : service religieux, cours d'arménien, etc.

La victoire des troupes de Mustafa Kemal Atatürk, avec sa révolution nationaliste, a pour conséquence de chasser une seconde fois les Arméniens de leur pays⁸. En même temps, les besoins de la reconstruction amènent les autorités françaises, qui ont mandat sur la Syrie et le Liban où de nombreux rescapés arméniens sont réfugiés, à en faire venir des groupes limités selon les besoins de l'industrie française. Des industriels français chargent de leur côté des Arméniens de leur recruter des ouvriers pour leurs usines. Ainsi Maurice Cusin, directeur et fondateur de la *Société Lyonnaise de Soie Artificielle*, charge Parnak Beybérian entre 1922 et 1924 de recruter autant d'Arméniens que possible. Ce dernier diffuse des annonces ainsi conçues : « Cherche main-d'œuvre arménienne pour la France, pour usine de soie ». Près de 3000 Arméniens viennent vivre et travailler à Décines pour cette entreprise.

C'est ainsi que quelque 70 000 rescapés sont envoyés en métropole au début des années 1920. La constitution de la communauté arménienne de France, en particulier celle de Lyon, est une conséquence conjuguée des besoins de la reconstruction et de l'introduction du taylorisme qui exige un grand nombre d'ouvriers non spécialisés. Ainsi la géographie de la présence arménienne dans et autour de l'agglomération lyonnaise dans les années 1920 à 1950 se superpose presque exactement à sa géographie industrielle.

En 1926, on compte 1315 Arméniens à Lyon, dans les 6^e, 3^e et 7^e arrondissements. Un camp arménien provisoire est créé à proximité de la place Jean-Macé, sur l'avenue Berthelot, dans les baraques qui ont servi à l'Union des foyers de soldats de la Grande Guerre. En 1928, l'Église apostolique arménienne est dotée d'une première chapelle, rue Berthelot, bientôt dotée d'un chœur paroissial, devenu Chorale de l'Église et qui existe encore aujourd'hui. La priorité est donnée à l'éducation avec le projet de construire un centre communautaire. Des cours d'arménien sont donnés dans les collèges du cours Lafayette et de l'avenue Berthelot (6 heures par semaine) ; un projet d'école arménienne est même élaboré. La crise de 1929 vient tuer ce beau projet⁹, mais des cours du soir se mettent en place (langue et histoire). Une église protestante arménienne est inaugurée en 1929. Les partis politiques, et notamment la FRA¹⁰, mettent en place des associations culturelles pour proposer une éducation aux valeurs arméniennes, complémentaire à l'école communale.

Structuration de la communauté dans les années 1934-1947

En 1931, 7000 personnes forment cette communauté¹¹. Rien qu'à Décines, 3000 Arméniens forment un quart de la population de cette ville ouvrière. Entre 1932 et 1934, la région est frappée par la crise économique mondiale qui a pour conséquence les licenciements massifs. Cette situation favorise



Monument de commémoration du génocide arménien, construit à Décines-Charpieu, 1972.

l'émancipation d'une large partie de cette communauté. Ainsi, d'ouvriers les Arméniens deviennent tailleurs, cordonniers ou coiffeurs.

Cette période est marquée par l'action d'un prélat d'une exceptionnelle valeur, M^{gr} Krikor Balakian, auteur de l'un des plus saisissants témoignages sur le génocide arménien de 1915, dont il a été victime. Il fut arrêté dans la nuit du 24 au 25 avril 1915 puis déporté. Il fait le récit de cette expérience dans le *Golgotha arménien*, traduit en anglais et en français à présent¹². Nommé responsable des Arméniens dans le sud de la France, il est l'un des principaux organisateurs de la communauté de France à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Il institue trois diocèses : Paris, Lyon et Marseille.

Un organisme de bienfaisance, la Croix bleue des Arméniens de France, est très actif durant les crises des années 1930 pour soulager les membres de cette communauté qui en ont besoin ; il est aidé ponctuellement par l'UGAB¹³.

C'est également à cette époque que s'organisent les deux communautés religieuses minoritaires au sein du peuple arménien : les catholiques et les protestants. Toutefois, elles ne connaissent qu'une structuration limitée et fortement liée à leur église de rattachement, catholique et romaine pour l'une, réformée pour la seconde. Les catholiques arméniens profitent régulièrement de la mise à disposition d'édifices par le diocèse de Lyon pour leurs besoins religieux.

La Deuxième Guerre mondiale est une période d'une grande violence pour cette communauté récemment arrivée sur le territoire national et qui a moins que d'autres les moyens d'atténuer la dureté de la défaite de mai 1940, de l'Occupation et de la Révolution nationale du régime de Vichy. Comme le reste de la société française, les Arméniens sont, dans leur immense majorité, attentistes durant les premières années du conflit. Puis l'influence communiste gagne les cœurs et les esprits. Le communisme représente une idéologie à laquelle est sensible le petit monde ouvrier qu'est encore cette communauté, mais aussi une lutte d'armes dans le même camp que leurs « frères » de la République soviétique et socialiste d'Arménie. Il y a des milliers de résistants arméniens communistes ou de sympathie communiste dans toute la France. Le plus connu, érigé en symbole par le Parti communiste français en 1956 – ce qui n'en facilite pas l'analyse historique – est Missak Manouchian, à la tête d'un groupe des Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée avant d'être arrêté en novembre 1943, jugé en février 1944 et fusillé le 21 avec 22 compagnons d'armes. Les 15 000 exemplaires de la célèbre affiche rouge dénonçant leurs actes de « terrorisme » ont été placardés en 1944 dans de nombreuses villes (dont Lyon) et villages de France¹⁴.

La traversée collective du désert et l'essor individuel (1947-1991)

À la fin du second conflit mondial, les responsables de la communauté arménienne présentent au moment du procès de Nuremberg un mémorandum rappelant leurs revendications. Mais le début de la Guerre froide fige pour près d'une génération la question arménienne.

Le fait principal de cette époque est le risque de fusion des Républiques d'Arménie et de Géorgie, la première n'étant pas assez peuplée aux yeux de Moscou. Le catholicos fait un appel au retour en Arménie pour sauver son autonomie. Il s'ensuit une période d'intenses débats et hésitations entre les patriotes qui veulent rentrer dans la « mère patrie », fût-elle sous domination soviétique, et les prudents qui craignent d'être muselés, voire plus. Ce débat passionne les esprits lyonnais, et plusieurs familles font partie des 100 000 personnes qui s'installent en URSS et sont prises au piège du système soviétique.

Localement, la vie communautaire s'organise peu à peu. L'une des étapes est la construction de la cathédrale Saint-Jacques et sa consécration le 30 juin 1963. En 1976, est fondé le Cercle lyonnais des femmes arméniennes qui œuvre dans le domaine culturel et caritatif. Le 8 octobre 1977 est inaugurée la rue d'Arménie. Outre le rythme annuel ponctué par la liturgie et ses fêtes, les temps forts de cette époque sont les trois visites pastorales du catholicos Vasken I^{er} à Lyon, en 1956, puis les 23-24 mai 1970 et les 14-20 mai 1979.

En 1980, le vardapet Norvan Zakarian est nommé à Lyon par Mgr Seropé Manoukian et est consacré évêque le 14 février 1982 par le catholicos Vasken I^{er} à Etchmiadzin. Cette figure charismatique marque en profondeur son passage à Lyon avant de devenir en 2010 l'actuel et premier primat du nouveau diocèse français de l'Église apostolique arménienne, qui compte sept églises et neuf paroisses pour la région Rhône-Alpes, sur vingt-trois pour l'ensemble de la France.

L'Église évangélique arménienne est fondée à Lyon grâce à l'action d'un pasteur rescapé du génocide de 1915, Krikor Khayiguan. Cet homme, simple et profondément spirituel, a une aura qui dépasse largement sa communauté. Il œuvre à installer et à faire vivre une paroisse à Lyon (rue Paul-Diday, Lyon 3^e) et une autre à Valence. Son successeur actuel à Villeurbanne est Jacques Tchoghandjian.

La communauté lyonnaise, comme tout le monde arménien, est secouée dans les années 1980, par les attentats de l'ASALA (Armée Secrète de Libération de l'Arménie) contre des diplomates turcs à travers le monde. Ce mouvement violent, à l'antithèse des valeurs arméniennes, s'explique par



Mémorial de commémoration du génocide arménien, place Antonin-Poncet à Lyon.



Centre National de la Mémoire Arménienne de Décines-Charpieu, inauguré en 2013.

l'oubli entretenu par les États de toute revendication arménienne, sous prétexte de paix sociale au niveau local, d'un agenda toujours chargé au niveau national et de la Guerre froide. Cette série d'attentats marque les deux sociétés. Si cette vague d'attentat est sans doute une mauvaise réponse, elle souligne une vraie question. En Turquie, ces attentats aiguillonnent de nombreux intellectuels, lesquels commencent à questionner le discours officiel qui, depuis quelques années, prend de l'ampleur dans le mouvement libéral. Dans la communauté arménienne, si les méthodes sont unanimement condamnées, ces attentats font resurgir des questions identitaires qu'un patient essor social avait en quelque sorte endormies.

Les mouvements actuels de la communauté arménienne

Un nouvel horizon : l'Arménie indépendante

À la fin des années 1980, deux catastrophes contribuent à l'évolution de l'identité arménienne des enfants et, maintenant, petits-enfants des rescapés du génocide. D'une part, le tremblement de terre de Spitak (8 décembre 1988) dans le nord de la république soviétique d'Arménie, fait plus de 30 000 victimes et 400 000 sans-abris. Cette catastrophe naturelle déclenche un formidable mouvement international de solidarité. La diaspora du monde entier se mobilise, aidée par les sociétés civiles de nombreux pays. En URSS aussi cette tragédie soulève un mouvement de solidarité inédit : chacune des quinze républiques propose de financer une partie de la reconstruction. En fait, la reconstruction reste largement inachevée à la suite de la dislocation de l'URSS. En effet, l'État soviétique, lancé dans la politique de la perestroïka, ouvre ses frontières

au mouvement de solidarité pro-arménien. Pour la première fois dans l'histoire soviétique, tout citoyen occidental peut, dès décembre 1988, aller sans visa aider les sinistrés de Spitak.

D'autre part, durant la période soviétique, les Arméniens du Haut-Karabagh demandent périodiquement leur rattachement à l'Arménie, comme le permet la législation de l'URSS, mais sans succès. Pour sa part, l'État azéri mène une politique de ségrégation et de désarménisation contre les populations de l'enclave. Les demandes légitimes de la population provoquent des pogroms d'Arméniens à Soumgaït et à Kirovabad en 1988, puis la guerre jusqu'en 1994. L'Azerbaïdjan proclame son indépendance le 2 septembre 1991, à la différence du gouvernement du Haut-Karabagh qui demande à rester dans l'URSS, avant qu'en pleine guerre, un référendum ne légitime sa propre indépendance (10 décembre 1991). Les Arméniens du Haut-Karabagh reculent et perdent les deux tiers de leur province, jusqu'à l'intervention de la République d'Arménie *de facto* (1992) et jusqu'aux copieuses livraisons d'armes des Russes faites aux deux parties. Le conflit s'intensifie jusqu'en mai 1994 lorsqu'un cessez-le-feu, toujours d'actualité, est proclamé.

Ces deux événements ont un retentissement considérable dans la région lyonnaise. Des collectes d'habits et de matériel de secours, offerts souvent spontanément, amènent la communauté arménienne à s'organiser rapidement pour rétablir des liens avec l'autre Arménie. Ces liens, forgés dans une période dramatique, n'ont fait que s'intensifier depuis.

Transmettre une identité forte dans un monde qui change

Les maisons de la culture arménienne de Décines, Villeurbanne et Vienne proposent une palette d'activités culturelles extra-scolaires. La formation des enfants est surtout assurée depuis 1987 par l'école primaire Markarian-Papazian de Lyon, qui est l'œuvre de M^{gr} Zakarian, pour qui l'éducation des enfants est une priorité. C'est une école sous contrat qui propose une heure d'arménien par jour aux enfants ainsi qu'une éducation religieuse. Elle accueillait neuf enfants l'année de sa création et plus de deux cents à présent. Un collège est en projet.

En 1987, est également fondée, grâce à la volonté de Mgr Zakarian, une chaire d'arménologie à l'Université catholique de Lyon. Son but est de proposer un cours de spiritualité arménienne aux membres de la communauté comme aux étudiants de la faculté qui le souhaitent. À la rentrée 2014, un deuxième cours de civilisation arménienne doit être créé pour rendre accessible les richesses de la civilisation arménienne au-delà des douleurs et des drames issus du génocide de 1915. Ce cours est la prolongation d'une formation pour adultes lancée par l'association Sources d'Arménie en 2011. Cette formation propose, sur quatre journées, vingt sessions thématiques sur les grands thèmes de cette civilisation. Outre le public de l'agglomération lyonnaise, ces formations drainent des auditeurs de toute la région. Ce succès témoigne d'un réel intérêt des membres de cette communauté pour mieux connaître leurs racines et pouvoir les transmettre à leurs descendants. De telles formations sont demandées à Décines, Valence, et encore Grenoble. Il y a là un fait nouveau, celui d'une prise de conscience, plus générale qu'on l'aurait pensé, de la nécessité de transmettre ses racines à l'heure du village global.

Les années 1990 et 2000 sont marquées par la volonté de disposer à Lyon, au centre de la cité, un monument à la mémoire du génocide qu'eut à subir le peuple arménien, entre le 24 avril 1915 et la fin de l'année 1916. Ce génocide, qui a coûté la vie à un 1 500 000 Arméniens, massacrés, ou laissés à l'agonie dans les déserts de Syrie, et a conduit à la conversion forcée de centaines de milliers de jeunes filles et enfants. Les descendants des rescapés se sont battus pour obtenir un monument qui perpétue cette page noire de l'histoire, que les puissances européennes ont été incapables d'empêcher ou de punir, malgré leurs promesses « solennelles ». Le maire de Lyon,

Gérard Collomb, soutenu par son conseil municipal, attribue à ce projet une partie de la place Antonin-Poncet. Malgré l'opposition farouche du gouvernement turc et le refus de membres de l'opposition, le monument, réalisé par Léon Basmadyan, fut inauguré le 24 avril 2006¹⁵. Chaque 24 avril, c'est autour de ces silhouettes de pierre que se rassemblent les représentants des cultes et les personnalités politiques, ainsi que des centaines de membres de la communauté arménienne pour que ne soit pas oublié le premier génocide du ^{xx}e siècle.

Les solidarités nationales et internationales

À partir de l'indépendance de l'Arménie, un lien étroit s'établit entre la région Rhône-Alpes et la nouvelle République indépendante. Aux relations d'assistance des premières années, succèdent au fil des années des projets de développement. Des associations sont même dédiées à cette relation particulière, comme l'Association pour les Échanges et la Coopération entre Lyon et Erevan (APECLE), fondée en 1993. Ainsi le fonds arménien de France organise, sur le modèle du Téléthon, un Phonéthon qui, chaque année, au mois de novembre réunit des centaines de bénévoles et recueille des sommes considérables pour financer des projets de développement en Arménie. La communauté de Lyon est l'une des plus actives dans ce domaine. De France, le Phonéthon a essaimé en Amérique du Nord, dans toute l'Europe et même récemment en Russie. De plus, les voyages en Arménie, en groupe ou seul, sont pour des milliers de Rhône-Alpins un véritable pèlerinage et un authentique retour aux sources. Les projets nés de ces contacts contribuent tout autant au développement de cet État post-soviétique dans les affres d'une transition difficile, qu'à nourrir les descendants d'immigrés, complètement intégrés aujourd'hui.

Des personnalités marquantes

Si l'on doit mesurer l'intégration d'une communauté à son engagement dans son pays d'accueil, la communauté arménienne est sans doute exemplaire. Pour tout Lyonnais, la personnalité arménienne la plus connue est sans nul doute Napoléon Bullukian. Il est un rescapé du génocide de 1915, vendu comme esclave à un chef de tribu kurde après le massacre de ses parents. Il n'a dû son salut qu'à la robustesse de sa constitution, et peut-être à la force de son caractère. En 1919, il parvient à s'échapper et est accueilli dans un orphelinat américain. Il fait partie des orphelins venus travailler en France en 1923. Durant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance. Dans l'après-guerre, il devient un entrepreneur prospère, en participant à la reconstruction, profitant des Trente Glorieuses. Il fonde ou participe à de nombreuses entreprises de la région, dont la fameuse société de plastique *Astra Plastique* (Astra de Bouchage et de Surbouchage Plastiques). Il fabriqua notamment les capsules des bouteilles de Coca-Cola. Son mariage avec Léa Vaillat (1908-1975) étant resté sans enfants, il crée la Fondation Léa et Napoléon Bullukian en 1983, avec le soutien de la Fondation de France. Cette fondation originale a pour triple vocation d'encourager la recherche médicale (particulièrement la lutte contre le cancer), de favoriser les œuvres sociales arméniennes et de soutenir l'Église apostolique arménienne, et, enfin, d'encourager les jeunes artistes. Mort en 1984, Napoléon Bullukian continue à vivre à travers la fondation qui porte son nom et participe au rayonnement international de la ville de Lyon, étant l'un des principaux mécènes de la biennale d'art contemporain de Lyon¹⁶.

De nombreuses autres personnalités d'origine arménienne marquent de leur empreinte la vie lyonnaise. Georges Képénékian est premier adjoint au maire de Lyon, en charge de la culture, Madeleine Yeremian est conseillère municipale. À Villeurbanne, on peut mentionner Movsès Nissanian qui siège également au Grand Lyon, et tant d'autres à Vienne, Décines, ou

Saint-Georges de Reneins dont Patrick Baghdassarian est l'ancien maire. Hilda Tchoboian, ancienne directrice de la Maison de la Culture arménienne de Décines (MCAD), est conseillère régionale¹⁷. Dans la sphère médiatique, on ne peut manquer de mentionner Jeannine Palouliau, ancienne journaliste au *Progrès* et Pascal Maguesyan, journaliste à RCF. En 1982, est lancé à Lyon un mensuel de diffusion national, *France-Arménie*, et Radio Arménie qui émet depuis Décines est fondée en 1983.

En dehors du cadre politico-médiatique, et pour se limiter au domaine culinaire, l'épicerie fine fondée en 1919 par Djibrail Bahadourian dans le quartier cosmopolite de la Guillotière, présente aussi aujourd'hui aux Halles de Lyon, fait connaître aux Lyonnais les saveurs du monde entier.

Conclusion

Le peuple arménien a connu au cours du ^{xx}e siècle l'une des périodes les plus dramatiques de son histoire millénaire. Après avoir échoué à conserver son indépendance et avoir été finalement intégré à l'Empire ottoman, dont les autorités n'ont eu durant des siècles, comme seule réponse, qu'une brutalité sanglante ; après avoir échoué à moderniser la société ottomane au ^{xix}e siècle en l'euro-péanisant ; après avoir échappé à la tentative d'anéantissement, des milliers d'Arméniens sont arrivés à Lyon. Là, ils ont réussi à s'intégrer, grâce à leur travail acharné dans les usines de la région ; là, ils ont fini leur vie dans une certaine aisance d'artisan et de petit patron ; là, ensuite, leurs enfants ont pu, grâce à leurs études, occuper des postes à responsabilité. La question qui demeure aujourd'hui est celle de la transmission de sa mémoire, de son histoire et de son identité, notamment religieuse. Au terme de trois générations de succès individuels, il y a là un enjeu collectif majeur. Des initiatives comme le Centre National de la Mémoire Arménienne de Décines, qui a ouvert ses portes au public en septembre 2013 est un des signes montrant que cette communauté a pris le pouls de ce nouvel enjeu.

Complément bibliographique

Stéphane Autran, « La communauté arménienne de Décines, Un siècle de présence dans l'agglomération, de la survie à l'affirmation d'une culture singulière », *Grand Lyon*, rapport de 13 p.

Mireille Bardakdjian, « Les Arméniens de Décines, Histoire et mémoire », *Le monde alpin et rhodanien*, 1989, 3e-4e trimestres, p. 47-74.

Aïda Boudjikianian-Keuroghlian, *Les Arméniens dans la région Rhône-Alpes, essai géographique sur les rapports d'une minorité ethnique avec son milieu d'accueil*, Lyon, Association des Amis de la Revue de géographie de Lyon,

1978, 214 p.

Jean-Luc Huard, « La présence arménienne dans l'entre-deux-guerres, dans la région Rhône-Alpes », *Hommes & Migrations*, n°1265, 2007, p. 34-52.

Jean-Luc Huard, *Arméniens en Rhône-Alpes. Histoire d'une communauté*, Lyon, *Le Progrès*, 2009.

Jean-Luc Huard, *Présence arménienne en Rhône-Alpes*, Lyon, *Le Progrès*, 2015.

Claire Mouradian, « L'immigration des Arméniens de la diaspora vers la RSS d'Arménie, 1946-1962 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 20, n° 1, janvier-mars 1979, p. 79-110.

¹ *Tribune de Lyon*, 15-21 novembre 2012, a consacré un dossier aux « Arméniens de Lyon », p. 18-26 ; Maxime Yevadian, « Arménie, heurts et malheurs d'un carrefour majeur et millénaire, *Revue Diplomatie - Les Grands Dossiers de Diplomatie* n° 11 - Géopolitique du Caucase, 2012, p. 51-58. Les histoires générales de l'Arménie sont par ailleurs nombreuses en français et en anglais.

² Paolo Golinelli, « La vita di Simeone, editi e inediti », *Studi medievali*, Spoleto, 1979, p. 709-788.

³ Jean Mabillon, « Vita sancti Jacobi monachi eremitae in Biturgibus », *Mabillon*, 1738, p. 150-163.

⁴ Cité dans Charles-Diran Tékéian, *Marseille, la Provence et les Arméniens*, Marseille, Institut historique de Provence, 1929, 72 p., p. 20.

⁵ *Des serviteurs fidèles, Les enfants de l'Arménie au service de l'État turc*, textes d'Anna Aleksanyan, Anahit Astoyan, Raymond Kévorkian, Dikran Kouymjian, Hasmik Stepanian, Ara Toranian et Maxime Yevadian, Lyon, Sources d'Arménie, « L'Arménie... une histoire, n° 1 », 2010, 192 p., p. 13-19.

⁶ *La Communauté arménienne de Lyon et de la Région Rhône-Alpes*, Union Nationale de l'Église Apostolique Arménienne de Lyon, préface de Gérard Dédéyan, 1994, Grafica de Coimbra, 224 p., texte en français et en arménien (abrégé ci-dessous par : *Communauté arménienne de Lyon*, 1994), p. 27-28.

⁷ Laurence Ritter et Max Sivaslian, *Les restes de l'épée. Les Arméniens cachés et islamisés de Turquie*, Paris, éd. Thaddée, 2012.

⁸ *Communauté arménienne de Lyon*, 1994, p. 29-34

⁹ *Ibidem*, p. 34.

¹⁰ Fédération révolutionnaire arménienne (**Հայ Յնդափոխական Դաշնակցութիւն**), en abrégé Dachnak, un parti politique arménien de gauche devenu le principal pari politique en diaspora.

¹¹ *Communauté arménienne de Lyon*, 1994, p. 35.

¹² Krikor Balakian, *Le golgotha arménien - Հայ Գողգոթան*, t. I, Vienne, 1920, t. II : Paris, 1959 rééd. Beyrouth, en 1977, en arménien ; traduit en français : *Le golgotha arménien*, trad. H. Bédrossian, Paris, Le Cercle d'écrits caucasiens, vol. I, 2002 et vol. II, 2004.

¹³ L'Union générale de bienfaisance arménienne (**Հայկական Բարեգործական Ընդհանուր Միութիւն**), est une organisation internationale arménienne fondée en 1906 par Boghos Nubar Pacha. Elle est à but non lucratif et œuvre au développement culturel et social des communautés arméniennes.

¹⁴ Serge Venturini, « Missak Manouchian », dans Éclats d'une poétique du devenir *transhumain*, 2003-2008 (livre III), Paris, L'Harmattan, 2009, p. 104-116 ; Benoit Rayski, *L’Affiche rouge*, Paris, Denoël, 2009 et Didier Daeninckx, *Missak*, Paris, Perrin, 2009.

¹⁵ Présentation du projet : <http://memohaylyon.free.fr/site/index.php?Le-projet#pagebloc>. Le génocide est également commémoré par un Mémorial à Décines, inauguré en 1972, et à Villeurbanne, inauguré en 2005.

¹⁶ Il a publié des mémoires sur sa vie aventureuse et dramatique : Napoléon Bullukian, *De l'Ararat à Napoléon*, Paris, La Pensée Universelle, 1975, rééd. à Lyon en 2006, 144 p.

¹⁷ Cette institution a succédé à la Maison du Peuple arménien, fondée en 1932.